

Revue Africaine des Sciences de l'Antiquité *SUNU XALAAT*

N° 5, Décembre 2025, PP. 609-630.

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel
horizon migratoire à Bargny

Dr Serigne Momar SARR

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

serignemomar.sarr@ucad.edu.sn

&

Dr Adama FAYE

Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)

adamafae@gmail.com

Résumé : À Bargny, commune côtière du Sénégal à forte tradition halieutique, les effets conjugués du changement climatique, de la dégradation environnementale et des politiques publiques inefficaces fragilisent durablement l'activité de pêche artisanale. Face à l'érosion des moyens de subsistance, la communauté locale, principalement léebu, adoptent des stratégies alternatives de survie. L'une des plus marquantes est l'émigration par voie maritime, qui devient un nouvel usage de la mer, réorientant les savoirs marins traditionnels vers des parcours migratoires risqués. Basée sur une enquête de terrain, cette étude montre que la pluriactivité, souvent première réponse à la crise, devient vite insuffisante. Les réseaux sociaux communautaires et la figure centrale du « capitaine », expert de la navigation, permettent alors d'organiser collectivement des départs vers l'Europe, notamment l'Espagne. Cette dynamique migratoire s'installe dans un contexte où l'État favorise la pêche industrielle, marginalisant encore plus les pêcheurs artisanaux. Cependant, si partir est vu comme une réinvention de la mer, l'arrivée en Europe n'offre pas toujours l'issue espérée : les incertitudes économiques et administratives demeurent. L'émigration devient ainsi une solution par défaut, révélatrice d'un abandon institutionnel et d'une résilience communautaire face à la vulnérabilité croissante du littoral sénégalais.

Abstract: In Bargny, a coastal community in Senegal with a strong fishing tradition, the combined effects of climate change, environmental degradation, and ineffective public policies are permanently weakening artisanal fishing activity. Faced with the erosion of livelihoods, the local community, primarily Léebu, is adopting alternative survival strategies. One of the most striking is maritime emigration, which is becoming a new use of the sea, redirecting traditional marine knowledge towards risky migratory routes. Based on a field survey, this study shows that multi-activity, often the first response to the crisis, quickly becomes insufficient. Community social networks and the central figure of the "captain," a navigation expert, then make it possible to collectively organize departures to Europe, particularly Spain. This migratory dynamic is taking hold in a context where the state favors industrial fishing, further marginalizing artisanal fishermen. However, while leaving is seen as a reinvention of the sea, arriving in Europe does not always offer the hoped-for outcome: economic and administrative uncertainties remain. Emigration thus becomes a default solution, revealing institutional abandonment and community resilience in the face of the growing vulnerability of the Senegalese coastline.

Mots clés : migration, changement climatique, pêche artisanale, résilience communautaire, solidarité.

Keywords: migration, climate change, artisanal fishing, community resilience, social solidarity.

Introduction

Les effets du changement climatique se manifestent avec acuité au sein des communautés établies dans les zones côtières (Sall et al., 2011 ; Dème et al., 2021). Parmi les transformations climatiques qui affectent négativement ces populations, on observe notamment l'élévation des températures, la variabilité accrue des précipitations, les inondations récurrentes, ainsi que la submersion marine. Ces phénomènes ont pour conséquence directe d'allonger les temps de pêche et d'accroître les coûts de production, les pêcheurs étant contraints de parcourir des distances de plus en plus longues pour accéder aux ressources halieutiques. Par ailleurs, l'érosion côtière entraîne la disparition progressive des plages, des aires de débarquement, ainsi que de zones d'habitation. La situation est aggravée par la fréquence croissante des pluies extrêmes, conjuguée à l'inefficacité des systèmes d'assainissement, à l'occupation désordonnée du littoral et à l'urbanisation des zones inondables, ce qui augmente sensiblement le risque d'inondation dans ces territoires côtiers (Faye et al., 2019 ; Weissenberger et al., 2016).

Au Sénégal, ces bouleversements climatiques ont un impact considérable sur le secteur de la pêche, sur la biodiversité côtière et marine, sur les infrastructures, ainsi que sur les communautés littorales, historiquement composées de pêcheurs. Or, la pêche maritime représente un secteur névralgique de l'économie sénégalaise. Elle contribue significativement à la sécurité alimentaire, à l'amélioration des moyens d'existence, à la croissance économique, tant au niveau local que national, ainsi qu'au bien-être social des populations (République du Sénégal, 2016). Pourtant, l'analyse du secteur primaire révèle une baisse préoccupante du poids de la pêche dans l'emploi : en 2024, elle ne mobilisait plus que 6,3 % de la population active (ANSD, 2024). Ce chiffre contraste fortement avec celui relevé en 2015, où le même secteur représentait encore 17 % de la population active (ANSD, 2015). Cette année-là, la pêche constituait le premier poste d'exportation, atteignant près de 195,6 milliards de francs CFA, soit 20,87 % des recettes totales d'exportation, et contribuait à hauteur de 3,2 % au PIB national (ANSD, 2015 ; Mbaye et al., 2018). Outre les facteurs environnementaux déjà mentionnés, l'état critique des stocks halieutiques, dont certains sont surexploités, résulte principalement de la pression exercée par la pêche industrielle, elle-même favorisée par les accords conclus entre l'État du Sénégal et l'Union européenne à partir de 2019. Ce contexte contribue à l'aggravation

de la pauvreté et à la réduction significative des capacités adaptatives des communautés locales (Sultan et al., 2015 ; Sambou et al., 2020).

Cette étude part du constat selon lequel, malgré les efforts déployés par l'État sénégalais à travers des dispositifs tels que la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), le Plan National d'Adaptation (PNA) ou encore diverses initiatives sectorielles, les communautés côtières demeurent fortement exposées aux effets délétères du changement climatique. Au-delà de cette inefficacité institutionnelle, la dégradation de l'environnement, provoquée notamment par la surexploitation des ressources par les industries et les activités commerciales, accentue les vulnérabilités existantes. Ainsi, l'interaction entre facteurs climatiques et non-climatiques (surpêche, accaparement des espaces maritimes, industries extractives, etc.) mène à une détérioration continue des moyens de subsistance.

La ville côtière de Bargny, située sur la Petite-Côte, à environ 30 kilomètres au sud-est de Dakar, illustre parfaitement cette dynamique. Son ouverture sur l'Océan Atlantique, dans la continuité de la baie de Rufisque, et sa côte sableuse d'environ 6 kilomètres la rendent particulièrement exposée aux alizés maritimes (Guérin, 2003 ; Gaye, 2013). Si cette situation géographique offre à Bargny un fort potentiel en matière de pêche et de tourisme, elle la rend aussi vulnérable aux aléas climatiques et aux risques environnementaux. La population de Bargny est majoritairement composée de membres du groupe social léebu, historiquement installé dans la presqu'île du Cap-Vert, qui correspond aujourd'hui à la région de Dakar, à l'extrême ouest du continent africain. Le profil socioculturel de cette communauté est marqué par une forte homogénéité : valeurs religieuses partagées, langue commune (le wolof), et maintien des us et coutumes.

Dans ce contexte de bouleversements environnementaux, une interrogation centrale émerge : comment les communautés côtières de Bargny inventent-elles des mécanismes de réponse pour surmonter la précarité liée à l'effondrement de l'activité de pêche ? Cette recherche vise à examiner spécifiquement : i) de quelle manière les familles de pêcheurs réagissent-elles aux chocs subis à Bargny ? ii) comment les logiques de solidarité sont-elles redéployées dans ce contexte de crise ? iii) les transformations du rapport à la mer induisent-elles un

repositionnement territorial et identitaire de Bargny ? Ces interrogations permettent de mettre en lumière les réponses socio-environnementales élaborées au sein des réseaux de solidarité intra-communautaires, qui visent à amortir les effets de la crise et à reconfigurer l'économie domestique locale.

L'objectif n'est pas ici de surestimer l'impact du changement climatique sur l'activité de pêche, mais plutôt de montrer comment les acteurs locaux, confrontés à des contraintes multiples, se les réapproprient pour forger des perspectives d'avenir. À cet égard, l'émigration apparaît comme une stratégie mobilisée au nom de l'espoir d'une vie meilleure, fondée sur une familiarité ancienne avec la mer, acquise dès le plus jeune âge, et sur une connaissance parfois empreinte de mysticisme des pratiques de navigation.

Cette contribution s'articule autour de deux grands moments : d'abord, la présentation de la démarche d'enquête de terrain ; ensuite, l'analyse des résultats obtenus. Il s'agira, dans un premier temps, de rendre compte des effets induits du changement climatique sur l'activité de pêche, puis d'évaluer les politiques d'adaptation mises en œuvre, ainsi que les mesures de prévention contre la dégradation de l'environnement. Dans les deux cas, la migration émerge comme une solution face aux vulnérabilités croissantes et à la précarisation des ménages, qui mobilisent à cet effet les réseaux de solidarité interne à la communauté léebu. L'enjeu devient alors celui de maximiser les chances de réussite de ces entreprises migratoires par voie maritime, en s'appuyant sur les compétences et l'expertise des « capitaines », ces pilotes de pirogues qui incarnent la maîtrise de la mer.

1. Cadre de l'étude et approche méthodologique

La présente section expose le cadre général de l'étude, en mettant d'abord en lumière les spécificités territoriales, socio-économiques et environnementales de Bargny (1.1), avant de revenir sur les fondements méthodologiques de la recherche, fondée sur un travail de terrain approfondi, mêlant observations directes, entretiens et immersion au sein de la communauté (1.2). Cette double entrée permet d'ancrer l'analyse dans la réalité vécue des acteurs, tout en assurant une rigueur scientifique dans l'approche et le traitement des données collectées.

1.1. Bargny : un territoire côtier en situation critique

À l'origine simple village de pêcheurs traditionnels, Bargny était structuré en plusieurs hameaux principaux, notamment Mboth, Sepp, Thongor, Miname, Marnane et Lendeng. Selon les données recueillies lors des enquêtes de terrain, les premières installations humaines y remonteraient aux alentours de 1589. Le quartier de Bargny Guedj, considéré comme le noyau originel de la ville, conserve encore aujourd'hui les traits distinctifs du village traditionnel, bien que l'urbanisation y soit rapide et relativement récente. Administrativement, Bargny a d'abord été rattachée à la commune mixte de Thiès par l'arrêté n° 18-80 du 1er janvier 1933, avant d'être intégrée à celle de Rufisque en 1936 (ADM, 2001). De son statut de village au XVIIe siècle, Bargny a connu une transformation progressive jusqu'à devenir une commune de plein exercice au début des années 1990. L'insularité historique de Bargny Guedj a été levée par la construction d'une passerelle (Thiam, 2006), et la ville compte aujourd'hui plus d'une vingtaine de quartiers, dont Sendou et Miname. Cette dynamique d'expansion urbaine répond à une croissance démographique soutenue, mais également aux conséquences de l'érosion côtière, particulièrement marquée au sud de la commune.

La ville se trouve ainsi confrontée à un triple étau foncier. Au sud, l'avancée de la mer rétrécit la bande littorale. Au nord, l'extension des carrières de la Société Commerciale du Ciment (SOCOCIM) a englouti les zones d'extension initialement prévues. À l'est, la réserve foncière est restreinte par l'extension de la commune de Diamniadio, sans oublier les litiges fonciers persistants avec la commune voisine de Rufisque (Gaye, 2013). L'érosion côtière y est un phénomène ancien, apparu dès les années 1980, initialement attribué à une mauvaise gestion des zones côtières plus au nord, dans la région de Dakar. Toutefois, depuis les années 2000, ce phénomène s'est amplifié, menaçant aujourd'hui certaines zones d'une submersion marine potentielle. Cette situation s'explique, entre autres, par une urbanisation littorale non maîtrisée, favorisée par le développement de l'activité touristique et commerciale, entraînant une forte pression sur les ressources et les écosystèmes côtiers. Par ailleurs, la commune de Bargny est entourée de nombreuses infrastructures industrielles lourdes : une centrale à charbon, un port minéralier et vraquier, un projet d'implantation d'une usine de sidérurgie (connue sous le nom de « Tosyali »), ainsi que la cimenterie SOCOCIM Industries. Ces installations exercent une pression supplémentaire sur les milieux naturels et contribuent à la dégradation de

l'environnement. Les impacts environnementaux, déjà accentués par l'érosion et la pollution, se trouvent renforcés par les événements climatiques extrêmes tels que des épisodes de fortes pluies, des inondations récurrentes et des vagues de chaleur.

1.2. Pratique d'enquête de terrain

La présente étude repose sur une démarche qualitative articulée autour d'observations directes non structurées et d'enquêtes de terrain menées auprès de différentes catégories de la population. Au total, dix entretiens semi-structurés ont été conduits, ainsi que cinq focus groups composés chacun de six participants, homogènes en termes de sexe, d'âge et, dans une certaine mesure, d'activités. Ces groupes ont permis de cerner divers angles de perception du changement climatique selon les catégories sociales :

- Le focus group composé de femmes a porté sur l'impact du changement climatique sur leurs activités de production liées à la pêche (achat, transformation, commercialisation des produits halieutiques, revenus).
- Deux focus groups réunissant des jeunes hommes et femmes ont exploré leurs représentations du changement climatique, ainsi que leur implication dans les initiatives locales d'adaptation.
- Les deux autres groupes, composés d'acteurs communautaires, ont permis de discuter des engagements en faveur des politiques d'adaptation et de justice environnementale.

Parallèlement, des entretiens individuels ont été réalisés auprès de jeunes (15 à 24 ans), d'adultes hommes et femmes, de personnes âgées de plus de 60 ans, ainsi que de membres d'organisations communautaires de base (OCB). Le profil des personnes enquêtées est diversifié en termes de niveau d'instruction (allant de l'analphabétisme à l'enseignement supérieur) et de statut socio-professionnel. La majorité sont des pêcheurs et des femmes transformatrices de produits halieutiques, mais l'échantillon comprend également quelques commerçants, ouvriers et femmes au foyer. Un équilibre entre les sexes et les tranches d'âge a été recherché afin de garantir la représentativité des perceptions. Les thèmes abordés lors des entretiens et discussions – qui constituent également les variables d'analyse – incluent : l'organisation sociale de la communauté, les connaissances et attitudes face au changement

climatique, les stratégies d'adaptation, les processus d'apprentissage en situation de vulnérabilité et de précarité.

Le choix des personnes enquêtées repose sur une méthode d'échantillonnage raisonné, visant à cibler directement les individus les plus concernés par les enjeux de la recherche. Les principaux lieux d'enquête sont les quartiers de Bargny Guedj, Mbot, Khelcom et Pancur. D'autres entretiens ont été réalisés *in situ*, dans les lieux d'activités : plage, sites de débarquement, ateliers de transformation, places publiques, etc. Cette immersion vise à documenter la diversité des réponses individuelles et collectives face aux effets du changement climatique dans la vie quotidienne. Les indicateurs mobilisés sur le terrain couvrent à la fois : la situation socioéconomique des ménages, les dimensions environnementales liées au changement climatique, les politiques publiques d'adaptation, les réponses sociales endogènes et les perspectives perçues par les populations.

Le cadre analytique s'appuie sur trois référents théoriques principaux : la théorie des réseaux sociaux (Granovetter, 2000), l'approche des moyens de subsistance (Townsend, 1979) et le concept de robustesse des systèmes socioécologiques (Ostrom, 2010). Cette approche permet de croiser les dimensions sociales et biophysiques de l'activité humaine dans un environnement en mutation, et justifie le recours à une analyse systémique (Sarr, 2025), prenant en compte l'interaction de multiples facteurs. Toutefois, cette étude présente certaines limites méthodologiques, notamment liées à la taille restreinte de l'échantillon, qui ne permet pas une généralisation statistique des résultats. Néanmoins, elle offre un éclairage pertinent sur les dynamiques sociales émergentes, en particulier sur la manière dont l'insuffisance des politiques d'adaptation contraint les populations à envisager la migration comme alternative aux vulnérabilités persistantes.

Si le changement climatique constitue le point d'entrée de cette recherche, il apparaît clairement que la dégradation continue de l'environnement, sous l'effet conjugué des pressions anthropiques et industrielles, s'inscrit également dans l'explication de la crise globale qui affecte ces territoires. En définitive, les personnes interrogées expriment davantage leurs préoccupations relatives à la survie économique de leur ménage qu'à l'état écologique de leur environnement, considérant qu'elles ne disposent ni des moyens techniques ni des capacités

financières pour y faire face. L'adaptation demeure, dans leur perception, un processus coûteux, réservé aux institutions disposant de ressources appropriées.

2. Déliquescence de la pêche artisanale et précarité dans les ménages

Dans un contexte marqué par les effets conjugués du changement climatique, de la dégradation environnementale et d'une pression anthropique croissante, la pêche artisanale, pilier socio-économique des communautés côtières, connaît une profonde remise en question. À Bargny, cette activité historiquement centrale pour les ménages se trouve aujourd'hui fragilisée, tant en raison de la raréfaction des ressources halieutiques que de l'ineffectivité des politiques d'adaptation.

Face à cette déliquescence du secteur halieutique, les dynamiques communautaires se réorganisent. Tandis que la précarité s'installe au sein des foyers, des réseaux de solidarité se déploient, réinventant les usages de la mer, notamment à travers la migration comme stratégie d'adaptation et de survie. La présente section examine, d'une part, les facteurs structurels qui affaiblissent la pêche artisanale à Bargny (2.1) et, d'autre part, les réponses sociales et culturelles mises en œuvre par les populations locales pour faire face à l'insécurité économique et environnementale croissante (2.2).

2.1. Un secteur de la pêche fragilisé entre changement climatique et dégradation environnementale

Les résultats de l'enquête de terrain révèlent une prise de conscience générale, au sein de la communauté de Bargny, des transformations environnementales survenues au fil des générations. Si les personnes âgées, notamment celles de plus de 65 ans, se montrent particulièrement attentives aux changements survenus dans leur environnement, les plus jeunes n'en perçoivent pas moins les effets progressifs, qu'il s'agisse de l'érosion côtière ou de la raréfaction des ressources halieutiques. En langue wolof, parlée par les Léebo, le concept de « dérèglement climatique » est exprimé à travers des termes tels que *soppeku jawwu ji* ou *soppeku alam bi*¹, désignant une perturbation de l'atmosphère ou de l'environnement. Cette terminologie

¹ Littéralement, « *soppeku* » en wolof veut dire « changement » ou « transformation », selon le cas. « *Alam* » veut dire « environnement », alors que « *jaawu ji* » renvoie à l'atmosphère ou le ciel.

ISSN : 2772-2104 – N° 5, Décembre 2025 – pages 609 à 630 - Revue Electronique Africaine des Sciences de l'Antiquité – *Sunu-Xalaat* – Faculté des Lettres et Sciences Humaines – Université Cheikh Anta Diop de Dakar

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel horizon migratoire à Bargny
Dr Serigne Momar SARR & Dr Adama FAYE

indique que, dans l'usage courant, les notions de « changement climatique » et de « dégradation environnementale » tendent à être confondues. En effet, au-delà des impacts du changement climatique, les pressions anthropiques liées à la pollution industrielle et à la forte pression foncière — évoquées précédemment — contribuent à brouiller la distinction entre ces deux phénomènes. Cette confusion reflète, dans les perceptions locales, une réalité vécue où les effets combinés de ces facteurs compromettent gravement la stabilité du territoire. Parmi les conséquences les plus marquantes figure l'émigration croissante des jeunes, comme en témoigne l'entretien suivant :

« Je sais que l'émigration clandestine s'intensifie à cause de la raréfaction des ressources halieutiques. Aujourd'hui, certains pêcheurs préfèrent prendre des risques pour rejoindre l'Espagne. Nous le vivons ici à Bargny. L'économie locale s'en trouve affectée : près de 70 % de celle-ci repose sur la pêche. Les femmes transformatrices (au site de Khelcom) peuvent passer des mois sans activité, et plusieurs pêcheurs ont abandonné leur métier, devenu trop précaire du fait de la baisse des rendements. À nos yeux, le changement climatique a des impacts aussi bien sur l'environnement que sur nos moyens de production (...). Il y a également la pollution atmosphérique due au ciment et aux particules de charbon, qui affecte même les produits déjà transformés. Et puis, le manque d'instruction et d'opportunités professionnelles fragilise davantage les jeunes. »
(Homme, 30 ans, ingénieur, membre du Réseau des associations pour la protection de l'environnement et de la nature – RAPEN, Bargny)

Cette situation interpelle quant à l'avenir des jeunes, notamment ceux sans qualification autre que la pêche. Constitués en majorité de main-d'œuvre employée par les propriétaires de pirogues, ces jeunes, souvent peu ou pas scolarisés, n'ont d'autre choix que des emplois journaliers, faiblement rémunérés. Leur précarité découle de vulnérabilités multidimensionnelles où se combinent contraintes socioéconomiques et pressions biophysiques, fragilisant ainsi l'ensemble du tissu économique local. L'un des indicateurs les plus significatifs de cette dégradation est l'évolution du prix du panier de sardinelle ronde (*yaaboy*, en wolof). Selon les informations recueillies, celui-ci est passé de 1,5 € à 68 € en l'espace de cinq ans, illustrant la pression sur la ressource. Il demeure cependant difficile de déterminer avec précision si cette raréfaction est imputable exclusivement au changement

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel horizon migratoire à Bargny
Dr Serigne Momar SARR & Dr Adama FAYE

climatique, ou bien davantage à la surexploitation induite par les accords de pêche concédés à des flottes étrangères (États, entreprises) par les autorités sénégalaises. Cette imprécision contribue à entretenir une confusion persistante entre changement climatique et dégradation environnementale, les deux concourant à une déstabilisation croissante des systèmes socio-écologiques locaux. À Bargny, la crise de la pêche artisanale — activité historiquement centrale pour la communauté léebu — se traduit par l’effondrement progressif de l’économie locale. Et pourtant, la mise en œuvre de politiques d’adaptation reste limitée et marginale. Les faibles ressources financières allouées aux initiatives locales contraignent les populations à recourir à des mécanismes d’adaptation endogènes, souvent informels, pour pallier l’insuffisance ou l’inadéquation des stratégies institutionnelles (Niang et al., 2022).

Face aux effets combinés du changement climatique et de la surpêche, les pêcheurs léebu ont développé une nouvelle forme d’agencéité, fondée sur des alternatives migratoires. Certains se sont dirigés vers la Gambie, la Guinée-Bissau ou la Mauritanie, contribuant ainsi au transfert de savoir-faire liés à la pêche et à la transformation artisanale des produits halieutiques. D’autres, en revanche, optent pour la migration vers l’Europe. Ainsi, lorsque la mer ne peut plus subvenir à leurs besoins, elle devient le vecteur d’un exil espéré, bien que souvent incertain. Dans les deux cas, les conditions de vie demeurent marquées par une grande instabilité. Cette précarisation se répercute également sur les femmes, principales actrices de la transformation et de la commercialisation des produits de la mer. Jadis actives pendant cinq à six mois de l’année, elles ne trouvent plus aujourd’hui d’activités que durant quatre mois au mieux. En l’absence de débouchés, elles se voient cantonnées aux tâches domestiques ou à des activités commerciales occasionnelles.

« Les menaces qui pèsent sur la communauté sont nombreuses : la montée de la mer qui fait disparaître des habitations, la raréfaction des ressources halieutiques, l’augmentation de la pauvreté, la baisse des pluies et l’intensification de la chaleur. Les femmes transformatrices de Bargny risquent de ne plus pouvoir travailler à cause de la disparition du yaaboy. Cette vulnérabilité ne distingue ni les hommes ni les femmes : tous subissent les mêmes conséquences. Les femmes qui travaillaient cinq à six mois dans la transformation du poisson peuvent rester quatre mois ou plus sans activité ; la vie est

devenue chère pour tout le monde. » (Femme, 40 ans, transformatrice de produits halieutiques, Bargny)

2.2. Dynamique de réseaux de solidarité et nouvel usage de la mer

La pêche constitue, pour la communauté de Bargny, une activité centrale mobilisant à la fois les hommes et les femmes, indépendamment de leur âge. En dehors des individus ayant bénéficié d'une scolarisation, cette activité demeure la principale source de subsistance, déclinée en plusieurs maillons économiques tels que la transformation artisanale et la commercialisation des produits halieutiques vers les centres urbains ou l'intérieur du pays. Lorsque les revenus issus de la pêche deviennent insuffisants, la majorité des habitants s'efforce de subvenir à ses besoins de manière autonome. Cette précarité généralisée, souvent exprimée par la formule recueillie lors des enquêtes – « *les temps sont durs pour tous* » –, trouve son origine dans la flambée des prix des produits de première nécessité, en grande partie importés (riz, huile, sucre, café, lait, pâtes...), qui constituent l'essentiel de la consommation domestique. Face à cette situation, certains individus s'engagent dans des activités secondaires – commerce de détail, maraîchage, artisanat – qui se présentent comme des solutions palliatives. Néanmoins, ces alternatives ne suffisent pas toujours à atténuer la précarité du quotidien. D'autres, en situation plus critique, contractent des emprunts ou sollicitent l'aide de parents ou de proches, souvent salariés dans le secteur public ou privé. Toutefois, cette forme d'entraide reste l'apanage d'une minorité : la majorité n'a d'autre choix que de se débrouiller seule, en l'absence de mécanismes formalisés de soutien intrafamilial ou communautaire. Ainsi, les ménages se retrouvent pour la plupart dépourvus de filets de sécurité en cas de déficit de revenus.

Dans un tel contexte marqué par les effets cumulés du changement climatique et de la dégradation continue de l'environnement, la capacité des ménages à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation repose largement sur le développement de la pluriactivité. Bien que l'abandon des activités halieutiques (pêche artisanale, transformation, séchage et fumage du poisson, commercialisation) soit jugé inconcevable par les membres de la communauté, les déficits de production sont désormais compensés par une diversification des pratiques économiques. Cette réorientation vers d'autres secteurs d'activité inclut le commerce informel, les emplois dans les zones industrielles proches – notamment celle de Diamniadio – ou encore

l'appui de membres de la famille insérés dans des emplois salariés, dans les secteurs public ou privé, capables de soutenir leurs proches en difficulté. Ainsi, le commerce et l'artisanat s'érigent en alternatives économiques. Toutefois, ces secteurs, peu structurés, peinent à absorber l'ensemble des personnes – hommes comme femmes – qui cherchent à s'y insérer. L'engorgement du marché local limite fortement leurs capacités à constituer de véritables relais économiques viables. Dans ce contexte d'incertitude, les léebu de Bargny développent une résilience fondée autant sur des ressources matérielles que symboliques. Ces ressources immatérielles s'enracinent dans les croyances religieuses, les pratiques coutumières et une vision eschatologique de l'avenir. La patience face à l'adversité, ainsi que l'espérance en des jours meilleurs, constituent des ressorts psychologiques puissants. L'émigration, perçue comme échappatoire aux contraintes structurelles locales, incarne ainsi une forme de réponse à la crise actuelle.

La mobilisation communautaire autour de projets migratoires s'appuie sur l'expérience des « capitaines » – ces figures centrales chargées de diriger les pirogues lors des campagnes de pêche – dont la connaissance de la mer et la capacité à affronter les risques renforcent la crédibilité des projets d'exil. Les départs sont entourés de rituels de bénédiction, de prières et d'offrandes destinés à protéger les voyageurs, soulignant ainsi le caractère collectif et organisé de ces initiatives migratoires. Il s'agit d'une stratégie mûrement réfléchie, fondée sur une expertise maritime valorisée, et portée par l'ensemble du tissu familial et social. Malgré l'effondrement des prises, la pêche artisanale conserve son rôle structurant. La vie des pêcheurs reste intimement liée à la mer, de sorte que toute alternative viable à la précarisation actuelle passe nécessairement par une réinterprétation des usages maritimes. C'est ainsi que, face à la dégradation des rendements, certains hommes – auparavant employés comme marins sur les pirogues – se sont tournés vers le transport clandestin de migrants. Plusieurs capitaines ou mareyeurs, contraints de laisser leurs embarcations à quai faute d'activités lucratives, les ont réaffectées à cette nouvelle fonction : transporter des jeunes candidats à l'exil, principalement vers l'Espagne.

Le témoignage d'un mareyeur de 60 ans illustre cette dynamique : *« J'ai vu tous les jeunes hommes qui travaillaient sur ma pirogue tenter l'aventure ou aller à Dakar chercher autre chose. Même si la pirogue est là, elle ne me sert plus à rien. C'est tout à fait naturel que mon*

capitaine s'occupe de ceux qui veulent partir. » La mer, devenue incapable de nourrir les siens, est ainsi réinvestie comme un vecteur d'espoir, un passage vers d'autres horizons jugés plus prometteurs. Ce qui était initialement perçu comme une contrainte — la raréfaction du poisson — est alors transformé en opportunité : celle d'une mobilité à visée salvatrice. Cependant, cette opportunité est loin d'être garantie. Les résultats de cette migration restent incertains, tant pour les individus engagés dans ce parcours que pour les familles restées au pays. La précarité ne disparaît pas avec le départ ; elle se déplace et se transforme. En définitive, l'un des enjeux majeurs réside dans cette tension permanente entre espoir et incertitude : l'espoir de sortir de la pauvreté par l'exil, et l'incertitude, souvent douloureuse, de ne pouvoir transformer cet espoir en amélioration tangible des conditions de vie.

3. L'ambivalence de la migration comme réponse à la crise

Face à la dégradation continue des conditions de vie et à l'effondrement progressif du secteur de la pêche artisanale, la migration s'impose, à Bargny, comme une réponse ambivalente à une crise multidimensionnelle. Loin d'être un choix pleinement assumé, elle apparaît davantage comme une solution par défaut, rendue nécessaire par l'ineffectivité des politiques publiques et l'absence de perspectives économiques locales.

Pour autant, cette dynamique migratoire, bien que marquée par l'incertitude et le risque, ouvre également de nouveaux imaginaires d'avenir et mobilise l'expertise maritime ancestrale des Lébu. Elle s'inscrit dès lors dans une logique de réinvention des rapports à la mer et de quête de résilience, où s'entrelacent espoir collectif et désillusion possible. Cette section interroge ainsi le caractère paradoxal de la migration : à la fois symptôme d'un abandon politique (3.1) et tentative de reconversion d'un territoire maritime en espace de projection vers un ailleurs incertain (3.2).

3.1. Une solution par défaut, fruit d'un abandon politique

À l'image de Bargny, d'autres pôles majeurs de pêche artisanale au Sénégal, tels que Kayar, Saint-Louis, Joal ou encore Cap-Skiring, sont aujourd'hui confrontés à une dynamique migratoire croissante, en grande partie induite par l'inefficacité des politiques d'adaptation aux effets du changement climatique (Ba et al., 2021). Et pourtant, ce secteur, hautement stratégique

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel horizon migratoire à Bargny
Dr Serigne Momar SARR & Dr Adama FAYE

pour l'économie nationale, a fait l'objet d'orientations politiques spécifiques. En effet, le Sénégal s'est doté, dès 2016, d'un Plan national d'adaptation de la pêche et de l'aquaculture à l'horizon 2035 (PNA Pêche), destiné à répondre aux impacts du changement climatique, à garantir la durabilité des activités halieutiques et à consolider leur rôle comme levier de développement économique et social (République du Sénégal, 2016).

Sur la base des scénarios élaborés par le PNA Pêche, en fonction des trois grandes zones halieutiques du pays (le Nord avec Saint-Louis, le Centre autour de Joal-Fadiouth, et le Sud incluant les îles du Saloum et la Casamance), deux trajectoires contrastées se dessinent : à défaut de mesures correctives, le pays s'expose à une disparition progressive, voire totale, des activités de pêche maritime et continentale ; en revanche, si des mesures d'adaptation rigoureuses sont adoptées, les effets du changement climatique pourraient être considérablement atténués. Le plan propose pour cela cinq axes stratégiques : i) la gestion durable des ressources halieutiques et la restauration des habitats naturels ; ii) une meilleure valorisation des produits de la mer ; iii) le renforcement des capacités des acteurs du secteur en matière de changement climatique ; iv) l'amélioration de la sécurité des communautés de pêcheurs et des infrastructures portuaires ; v) enfin, la diversification et la consolidation des sources de revenus pour ces communautés. Cependant, la mise en œuvre concrète de ces orientations demeure largement déficitaire. Elle se heurte à plusieurs obstacles majeurs, notamment : l'insuffisante intégration du changement climatique dans la planification sectorielle, le manque de ressources financières allouées spécifiquement à l'adaptation dans le budget de la pêche, ainsi que des blocages institutionnels, techniques et réglementaires. En particulier, l'absence d'un fonds national dédié à l'adaptation du secteur constitue un frein important.

Parallèlement à ces défaillances systémiques, une autre menace, encore plus immédiate, pèse sur la pêche artisanale : la surexploitation des ressources halieutiques par des navires industriels étrangers. Selon la législation nationale et les accords en vigueur, seuls les navires sénégalais et un nombre restreint de pays européens dûment autorisés sont censés pouvoir exploiter les eaux territoriales. Pourtant, la présence de chalutiers chinois – et parfois turcs – est régulièrement dénoncée par les pêcheurs locaux. Ces navires opèrent souvent sous des prête-noms sénégalais, une pratique qui concernerait environ 20 % des chalutiers en activité dans les eaux sénégalaises. De nombreux dysfonctionnements entachent ainsi le processus d'attribution

des licences de pêche : absences de jaugeage des navires, dérogations irrégulières, non-respect des accords internationaux sur la capacité des navires, opacité dans la délivrance des autorisations, etc. Le plus préoccupant reste l'absence de clauses garantissant la transparence dans les relations contractuelles. Cette situation a d'ailleurs été vigoureusement dénoncée par le Conseil interprofessionnel de la Pêche artisanale au Sénégal (CONIPAS) dès août 2023.

3.2. Migrer pour réinventer la mer : entre espoir et incertitude

Dans ce contexte de délitement du secteur de la pêche artisanale, les communautés côtières se voient contraintes de prendre leur destin en main. À Bargny, la communauté léebu réinterprète son rapport ancestral à la mer, dans une logique d'adaptation où la migration devient une stratégie de survie, voire de réinvention. Ce redéploiement vers d'autres horizons est encouragé par la précarité persistante et l'absence de débouchés professionnels, en particulier pour les jeunes (Maher, 2015). Dans un contexte de dérèglement climatique et de chômage structurel, l'émigration par voie maritime s'impose ainsi comme une alternative perçue à la fois comme périlleuse et porteuse d'espoir (Ndiaye et al., 2022). L'éventualité d'un avenir transformé de manière radicale suffit à convaincre bon nombre d'individus à s'engager dans l'aventure, malgré les risques encourus.

Ce processus migratoire ne se limite pas à une décision individuelle : il s'inscrit dans un dispositif communautaire cohérent et structuré, mobilisant à la fois les compétences maritimes des « capitaines » de pirogues et le soutien moral et spirituel des familles, chefs religieux et guides coutumiers. La solidarité communautaire se manifeste aussi bien dans l'organisation logistique que dans les rituels d'accompagnement : prières collectives, libations traditionnelles, et surveillance discrète mais efficace des forces de sécurité locales afin de garantir des départs sans entrave. En tant que peuple de la mer, les léebu disposent d'un savoir marin ancestral qui les positionne avantageusement dans l'organisation de ces traversées. Les capitaines, attentifs aux bulletins météorologiques, choisissent les périodes les plus favorables à la navigation – notamment les mois de juillet à octobre, où la température de surface de la mer avoisine les 28°C. Ces informations, recueillies via la radio ou les services météorologiques, sont utilisées pour rassurer les candidats au départ. L'entière discrétion observée dans la communauté – où les dénonciations aux autorités sont quasiment inexistantes – témoigne de l'adhésion collective

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel horizon migratoire à Bargny
Dr Serigne Momar SARR & Dr Adama FAYE

à ce projet migratoire. Comme en témoigne cette commerçante d'une cinquantaine d'années rencontrée sur la plage :

« Tu sais, l'amour qu'on a pour nos enfants est inébranlable. Il est inimaginable qu'on laisse nos enfants partir sans prier pour eux. Tu as vu, il y a des séances de prières collectives pour que le voyage se passe bien. Nos enfants n'ont pas de travail ici. La pêche ne rapporte plus. Et d'ailleurs, certains jeunes se détournent même de la pêche. Ils aspirent à de nouveaux modes de réussite. Tu sais, on n'a pas le choix, il faut les aider dans ce sens. »

La migration, initialement masculine, est désormais une affaire collective : femmes, enfants, adolescents sont également concernés. Chez ces derniers, l'idée que le jeune âge facilite l'accueil en Europe renforce l'attrait pour le départ. Par ailleurs, les trajectoires réussies de jeunes migrants – notamment dans le football – alimentent les espoirs d'une réussite similaire. Ce processus migratoire s'inscrit dans une dynamique bien huilée : les capitaines de pêche et leurs anciens équipages se sont reconvertis en convoyeurs de migrants, organisant les traversées à partir de Bargny, parfois en partenariat avec des ressortissants guinéens vivant sur place. Les départs sont désormais planifiés, les candidats nombreux et les frais d'embarquement avoisinant les 450 €. L'information circule efficacement entre ceux déjà arrivés en Espagne et ceux qui s'appêtent à partir, malgré les appels répétés des autorités nationales à la cessation de ces pratiques.

Dans les quartiers, le départ est devenu un événement ordinaire : « *Moi je pars dans trois jours* », « *J'attends la pirogue du capitaine P.* », sont des phrases que l'on entend couramment chez les jeunes. Les retours d'expérience positifs renforcent cette dynamique : les pirogues accostent sur les côtes espagnoles, les migrants sont pris en charge, hébergés temporairement dans des camps ou hôtels. Ces nouvelles renforcent la détermination de ceux restés au pays. Cependant, un paradoxe demeure : si la mer ouvre une voie vers l'espoir, la réalité dans les pays d'accueil est souvent marquée par l'incertitude. Faute de statut juridique, de compétences professionnelles reconnues ou de maîtrise de la langue, la majorité des arrivants peine à s'intégrer, tandis qu'une minorité – notamment des mineurs – bénéficie de formations professionnelles. Dans ce contexte, Bargny tend à devenir une communauté diasporique en

construction, avec des relais en Espagne, parfois soutenus par un membre du consulat d'origine bargnoise. Ce dernier, sollicité de manière récurrente, tente tant bien que mal de répondre aux attentes des nouveaux arrivants.

Conclusion

L'analyse de la situation environnementale à Bargny met en lumière une interaction étroite entre les effets induits du changement climatique et les dynamiques de dégradation environnementale. Dans ce contexte, la migration s'impose progressivement comme une modalité d'adaptation, non sans ambivalence. En effet, les activités économiques secondaires développées en réponse à la précarisation des conditions de vie s'avèrent insuffisantes, tandis que les politiques publiques d'adaptation peinent à produire les effets escomptés. Ce double déficit contribue à ancrer la migration dans les pratiques locales, en particulier au sein de la communauté léebu, chez qui elle résulte d'une conjonction entre la raréfaction des ressources halieutiques et l'aggravation de la vulnérabilité économique. Ce processus migratoire ne saurait être appréhendé de manière simpliste : il s'inscrit dans un enchevêtrement de facteurs où stratégies d'adaptation, logiques de contournement et aspirations sociales se croisent. La migration devient ainsi le fruit d'un mécanisme complexe, mobilisant notamment des savoirs techniques tels que la maîtrise de la navigation maritime, désormais réorientée vers le convoyage de migrants. C'est à cette aune que nous avons volontairement évité de recourir à la notion de « migration environnementale », bien qu'elle soit largement mobilisée dans les débats scientifiques et politiques contemporains, et que de nombreux travaux établissent un lien étroit entre environnement et migration (Piguet, 2010 ; Nicholson, 2014 ; Romankiewicz et Doeverspeck, 2015).

Cependant, l'usage de cette catégorie suppose un effort de clarification conceptuelle. En effet, l'amalgame fréquent entre changement climatique et dégradation environnementale, ainsi que la superposition des notions de précarité, vulnérabilité et aspiration au mieux-être, rendent difficile une identification univoque de l'environnement comme facteur premier de la migration. Le dérèglement climatique agit incontestablement comme un facteur aggravant des déséquilibres sociaux et économiques, mais il ne saurait être isolé comme cause exclusive. D'ailleurs, la distinction entre « migration climatique », « migration environnementale » et «

De la pêche à la traversée : la mer comme nouvel horizon migratoire à Bargny
Dr Serigne Momar SARR & Dr Adama FAYE

migration économique » devient, dans ce contexte, difficile à opérer, tant les motivations à la mobilité sont intriquées. Cette complexité est d'autant plus palpable lorsqu'on considère l'insuffisance des politiques de gestion durable des ressources halieutiques, notamment en raison de la délivrance controversée de licences de pêche à des chalutiers étrangers, qui exploitent de manière intensive les fonds marins sénégalais. Cette situation menace directement la viabilité de la pêche artisanale, pilier de la subsistance locale. À Bargny, ces insuffisances structurelles ont suscité l'intervention de diverses organisations non gouvernementales telles que OXFAM – investie dans la défense de la justice économique – et Natural Justice, mobilisée autour des enjeux de justice climatique. Par ailleurs, le Réseau des associations pour la protection de l'environnement et de la nature (RAPEN) fédère aujourd'hui de nombreux acteurs locaux dans une dynamique de lutte pour la sauvegarde de l'environnement, face aux risques engendrés tant par l'activité industrielle que par les aléas climatiques.

Dès lors, la migration ne peut être dissociée des questions de justice environnementale, climatique et sociale, qui traversent les revendications communautaires. Elle devient le symptôme d'un déséquilibre global dans la répartition des ressources et des responsabilités. Ce que révèle la situation à Bargny, c'est une lutte pour la réappropriation du territoire, dans un contexte de dépossession progressive alimentée à la fois par les effets du changement global et par les politiques économiques extractives. Au fond, le cœur de cette problématique réside moins dans une réponse à un phénomène naturel que dans une réaction sociale à l'injustice perçue, notamment celle liée à une gouvernance déficiente des ressources halieutiques. Les chalutiers étrangers, favorisés par des politiques opaques d'octroi de licences, captent une part disproportionnée des ressources marines, marginalisant de facto les pêcheurs artisanaux. Ainsi, s'il est devenu courant d'imputer à tort l'ensemble de la crise migratoire au changement climatique, force est de constater que ce dernier ne saurait à lui seul expliquer l'ampleur ni la complexité des dynamiques à l'œuvre. En définitive, dans un contexte marqué par une multi-causalité systémique – englobant les dimensions socio-culturelles, économiques, politiques, environnementales et climatiques – il apparaît particulièrement ardu d'isoler une cause unique de la migration. Chaque facteur, aussi déterminant soit-il, interagit avec les autres dans un système d'influences croisées, où les décisions migratoires procèdent autant de contraintes structurelles que de projections sociales. Cette complexité constitue, en elle-même, un défi

analytique majeur, que seule une approche systémique permet d'appréhender de manière rigoureuse et nuancée.

Références bibliographiques

Agence de Développement Municipal (ADM), (2001). *Audit urbain, organisationnel et financier : préparation du contrat de la commune de Bargny*, Rapport final, Vol II, 121 p.

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), (2015). *Situation sociale et économique du Sénégal en 2012*, Dakar, ANSD, 276 p.

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), (2024). *5e Recensement général de la population et de l'habitat 2023 (RGPH-5, 2023)*, Dakar, ANSD, 541 p.

CRODT, (2015). « Évaluation des principaux stocks démersaux exploités au Sénégal », Rapport du groupe de travail, ADUPES/CRODT/UE, 27 p.

CRODT, (2016). « Évaluation des principaux stocks démersaux exploités au Sénégal », Rapport du groupe de travail. ADUPES/CRODT/UE, 32 p.

Deme, H. Failler, P., & Deme, M., (2021). « Migration of Senegalese artisanal fishermen in West Africa: patterns and impacts », *African Identities*, 19(3), p. 253-265.

Diallo, A., & Renou, Y. (2015). « Changement climatique et migrations: qualification d'un problème, structuration d'un champ scientifique et activation de politiques publiques », *Mondes en développement*, (4), p. 87-107.

FAO, (2014). « La valeur des pêches africaines », circulaire sur les pêches et l'aquaculture n° 1093 FIPS/C1093, FAO, Rome, 82 p.

Faye, C., Bâ, D. D., & Diagne, A., (2019). Changement climatique observé sur le littoral sénégalais, Région de Dakar, depuis 1960: tendances et perception des populations de Dakar, *Afrique SCIENCE*, 15(4), p. 203–214.

Folke, C., (2006). "Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses", *Global environmental change*, 16 (3), p. 253-267.

Gaye, A. (2013). *Les impacts environnementaux des carrières de calcaire à Bargny*, Mémoire de Maîtrise, Département de Géographie, UCAD, Dakar, 225 p.

Granovetter, M., (2000). *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer.

Guérin, K., (2003). *Dynamique de littoral sableux de Thiaroye à Bargny (Baie de Gorée)*, Résumé de mémoire de Maîtrise, Département de géographie Dakar, 4 p.

Maher, S.-C., (2015). “Barça ou Barzakh: The Social Elsewhere of Failed Clandestine Migration out of Senegal”, *Anthropolgy*, <http://hdl.handle.net/1773/35119>.

Mbaye, A., Thiam, N., Fall, M., (2018). « Les zones de pêche protégées au Sénégal : entre terroir du pêcheur et parcours du poisson. Quelle(s) échelle(s) de gestion ? », *Développement durable et territoires [En ligne]*, 9(1), consulté le 10 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11999> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11999>.

Ndiaye, N., (2022). « La migration irrégulière des jeunes pêcheurs vers les côtes espagnoles: l’expression d’un secteur de la pêche artisanale sénégalaise en difficulté ? », *Sciences Actions Sociales*, 17(2), p. 256-271.

Niang , M. M., Kane, C., Diop, A. M., & Mbengue M. S., (2022). « Perception et stratégies d’adaptation aux changements climatiques des maraichers et pêcheurs artisanaux dans la zone des Niayes de Dakar: Exemple de Guédiawaye », *DJIBOUL*, 4(2), p. 416 – 429.

Nicholson, S.-E., (2014). “Climate Change and the Politics of Causal Reasoning: the Case of Climate Change and Migration”, *The Geographical Journal*, 180(2), p. 151-160, URL : <https://doi.org/10.1111/geoj.12062>, consulté le 11 décembre 2023.

Ostrom, E., (2010). “Beyond Markets and States: Polycentric Governance of Complex Economic Systems”, *American Economic Review*, 100(3), p. 641-672.

PAS-PNA, (2019). « Évaluation de la vulnérabilité du secteur de la zone côtière à la variabilité et aux changements climatiques dans la région de Fatick », *Report produced under the project « Projet d’Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux »*, Climate Change Analytics gGmbH Berlin.

Piguet, E., (2010). « Linking Climate Change, Environmental Degradation, and Migration : a Methodological Overview », *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 1(4), p. 517-524, URL : <https://doi.org/10.1002/wcc.54>, DOI : [10.1002/wcc.54](https://doi.org/10.1002/wcc.54), consulté le 11 décembre 2023.

République du Sénégal (2016). *Plan national d’adaptation du secteur de la pêche et de l’aquaculture face au changement climatique horizon 2035*, Ministère de l’environnement et du développement durable/Ministère de la pêche et de l’économie maritime, 143 p.

Romankiewicz, C., & Doevenspeck, M., (2015). “Climate and Mobility in the West African Sahel: Conceptualising the Local Dimensions of the Environment and Migration Nexus”, In : Greschke H. & Tischler J. (eds.), *Grounding Global Climate Change*, Springer, p. 79-100.

Sall, M., Samb, A., Tall, S. M., & Tandian, A., (2011). « Changements climatiques, stratégies d'adaptation et mobilités. Évidence à partir de quatre sites au Sénégal », *Human Settlements Working Paper n°33 Rural-Urbain Interactions and liveLihood Strategies*, International Institute For Environment and Development (IIED), 49 p.

Sambou, D., Fall, A. C., Diallo, L., & Mbaye, M.L., (2020). « Résilience socioéconomiques des communautés vulnérables du Delta du Fleuve Sénégal face au changement climatique », *Les papiers de la fondation*, n° 29, p. 2649-2709.

Sarr, S.-M., (2025). « L'approche systémique : didactique de méthodologie de recherche en sciences sociales », *Liens, nouvelle série : revue francophone internationale*, n° 8, p. 239-260.

Sultan, B., Lalou, R., Sanni, M.A., Oumarou, A. & Soumaré, M.A. (Dir.), (2015). *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, Marseille, IRD Éditions.

Thiam, M. D., (2006). *Environnement et évolution des bordures lacustres et lagunes du Sénégal* Thèse de Doctorat en Géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 513 p.

Townsend, P., (1979). *Poverty in the United Kingdom, A Survey of Household Resources and Standards of Living*, Londres, Penguin Books & Allen Lane.

Weissenberger, S., Noblet, M., Plante, S., Chouinard, O., Guillemot, J., Aubé, M., & Seck, A., (2016). « Changements climatiques, changements du littoral et évolution de la vulnérabilité côtière au fil du temps: comparaison de territoires français, canadien et sénégalais », *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]*, 16(3), consulté le 30 aout 2024
URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/18050> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.18050>.

Wébographie

<https://www.capecffa.org/blog-publications/partenariat-de-pche-ue-sngal-la-transparence-est-indispensable-tous-les-tages>, consulté le 6 septembre 2024.